

## Et si la France se transformait en paradis fiscal ?

Publié le 8/01/2013

**Si la France devenait un paradis fiscal, des milliards en capitaux seraient investis et de nombreuses entreprises s'établiraient en France, créant ainsi richesses et emplois.**

Par Didier Maurin.



Je n'ai jamais vu aussi peu de pauvres que dans les paradis fiscaux, ni aussi peu de chômage. Ce dernier est pratiquement inexistant au Luxembourg, et d'un niveau de seulement 3% en Suisse où il continue de baisser même en pleine période de crise internationale grave.

L'idiotie intellectuelle des Français les pousse à maintenir un système de racket fiscal et à l'amplifier. Ils veulent se venger des riches, les faire payer pour effacer ce qui peut être, pour certains, leur propre médiocrité. Car les philosophes ont raison: "C'est par la morale que les faibles veulent l'emporter sur les forts."

Et de deux choses l'une: soit la personne s'est enrichie par la malhonnêteté, et ce n'est pas la fiscalité qu'elle mérite mais la

prison et la confiscation de ses biens; soit elle a travaillé 60 heures par semaine dans son entreprise avec la création de nombreux emplois en y risquant son argent, et elle mérite de partir avec un chèque de 30 millions d'euros avec une fiscalité à zéro.

Car le racket fiscal coûte cher à l'ouvrier français. Il n'apporte rien et décourage tout le monde. Les philosophes, là encore, ont raison lorsqu'ils affirment que "l'Etat est le plus froid des monstres froids". Et ce monstre, corrompu et gaspilleur, veut se nourrir, comme tous les monstres, de nos vertus.

Lorsque nous gagnons de l'argent, ce même argent est d'abord pour nous et ceux que nous aimons, en sachant que nous devons avoir honte de nous laisser spolier. Grandissons, et donnons raison aux exilés fiscaux qui constituent la résistance à la période actuelle.

Si j'étais Président de la République, je transformerais la France en paradis fiscal avec le vote d'une nouvelle Constitution. Non pour attirer l'argent du trafic de drogues ou du terrorisme qui mérite les pires châtiments, mais celui du commerce et de l'industrie qui doit être très bien considéré. Des milliards en capitaux viendraient s'investir en France, et nombre d'entreprises s'établiraient chez nous, créant ainsi richesses et emplois.

La fiscalité reposerait essentiellement sur une TVA à 35% environ ce qui alourdirait la facture des produits fabriqués en Chine, et je supprimerais l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés, la CSG, les charges sociales sur salaires, l'impôt sur la fortune etc., ce qui rendrait le travailleur français beaucoup plus compétitif dans la mondialisation même si son salaire net pour lui-même serait beaucoup plus élevé.

L'aberration des 35 heures serait supprimée, laissant ainsi toute latitude aux employés et aux employeurs pour établir leurs contrats de travail. En effet, tel salarié aspirera à travailler 50 ou 60 heures par semaine parce qu'il souhaitera gagner 5000 à 10.000 euros par mois pour s'offrir l'appartement ou la voiture de ses rêves, pendant qu'une mère de famille, souhaitant élever ses enfants, voudra un emploi de 12 à 15 heures hebdomadaires seulement.

Les entreprises pourront facilement licencier et les salariés librement quitter leur patron, parce

qu'il ne faut aucun frein à l'embauche. Les frontières seront rétablies d'une certaine façon, car il sera hors de question de laisser passer les travailleurs pauvres d'autres pays qui eux, accepteraient de travailler pour des salaires bien inférieurs.

En effet, l'objectif d'un paradis fiscal est le versement de salaires très élevés sans impôt avec un chômage inexistant ou très faible.

Mais vous le verrez, un certain patronat tentera de vous vendre la moralité et la vertu pour "ouvrir grand les portes" à toute la pauvreté de la planète... histoire de faire baisser les salaires.

Les philosophes ont raison: "Les autres se repaissent de nos vertus, ils les adorent... dès lors qu'elles leur profitent et nous sont défavorables"! A nous de ne pas nous faire "avoir", en sachant qu'il faudra instaurer un système juridique à l'américaine.

En effet, le niveau des dommages-intérêts est trop faible dans notre pays où il compense souvent à peine les frais d'avocats qui ne sont généralement pas remboursés par la partie adverse, même lorsqu'elle perd.

Dès lors, les tribunaux actuels restent très favorables aux malfrats qui, aidés de leurs avocats "haut de gamme", savent très bien en tirer profit. Il faudra les réformer.

Comme il faudra réformer aussi les tribunaux prud'hommaux, fiefs de la CGT, très défavorables aux employeurs même lorsqu'ils sont de bonne foi.

Voilà donc mon programme ! A-t-il une seule chance d'être un jour mis en application ? Certainement pas. La plupart des Français le détesteront... ce qui fait ma fierté.

En effet, je n'aime pas l'idéologie actuelle que je trouve perdante et ce, soit-disant au nom de bons sentiments marxistes-léninistes. Cette belle morale, c'est l'ouvrier français qui en paie le prix, avec un chômage de masse et une baisse des pouvoirs d'achat.

A l'écouter, la France actuelle a raison lorsqu'elle nous prélève l'essentiel de notre argent par l'impôt tout en traitant les exilés fiscaux de "traîtres à la patrie". Tout ceci est écoeurant car souvent, ceux qui fuient ont souvent beaucoup travaillé et beaucoup investi.

Pour le moment, la France a décidé de faire fuir la richesse au lieu de l'attirer, la laissant ainsi à d'autres pays à fiscalités privilégiées. Mais un jour tout ceci évoluera et la France retrouvera le chemin de la richesse... Souhaitons-le pour nos enfants.

## L'AUTEUR

### A propos de Didier Maurin :



Didier Maurin est spécialiste du conseil en investissements financiers en France et à l'international depuis 25 ans. Il est fondateur et gérant indépendant depuis 20 ans de Didier Maurin Finance et de Katleya Gestion. Il publie chaque mois une lettre financière.

[Voir le site de l'auteur](#)